



Bulletin FrancoPaix

Vol. 4, no 8 | Octobre 2019

La dégradation de la situation au Cameroun

Par Chris W. J. Roberts

Résumé exécutif

- Au pouvoir depuis 1982, le président Biya est de plus en plus surveillé au niveau national et international, à cause de la très mauvaise gestion d'une cascade de crises.

- Ces crises ont toutes une cause commune : des institutions politiques et une gouvernance profondément néo-patrimoniales, largement soutenues historiquement par des acteurs et institutions internationaux.

- Habituellement à l'abri des critiques internationales sur les questions intérieures en raison de liens diplomatiques, commerciaux et militaires soigneusement tissés, Biya a finalement commencé à être en difficulté.

- En 2019, la résurgence de Boko Haram, avec une capacité militaire conventionnelle renouvelée, a frappé le nord du Cameroun. En juin, une attaque majeure contre les forces de sécurité et les civils sur une île du lac Tchad a fait de nombreux morts.

- Le 1er octobre 2017, un groupe anglophone majeur a déclaré l'indépendance de l'Ambazonie, dont les frontières correspondent à l'ancien Cameroun britannique.

La violence dans cette zone s'est intensifiée à mesure que les forces de sécurité ont accru leur présence.

- Les dirigeants ambazoniens, y compris le président du gouvernement par intérim, Sisiku Ayuk Tabe, ont été arrêtés au Nigeria en janvier 2018, rapidement extradés vers le Cameroun, et condamnés à la prison à vie en vertu de la législation antiterroriste initialement établie pour Boko Haram.

- Au cours des trois dernières années, plus de 500 000 personnes ont été déplacées de chez elles dans les régions du Nord-Ouest et du Sud-Ouest du Cameroun (NOSO).

- Les pressions nationales et internationales croissantes ont conduit tout récemment à l'appel par Paul Biya à un « grand dialogue national » qui a eu lieu début octobre.

- L'opposant Maurice Kamto et une centaine d'autres membres de son parti ont finalement été libérés (après la libération de plus de 300 anglophones), mais le caractère arbitraire des arrestations et des libérations ne permet pas de croire qu'une véritable réforme politique est à venir.



Une vue depuis le Cameroun de sa frontière avec le Nigéria, à l'extrême-nord du pays. Photo: Flickr / [Philippe Semanaz](#)

Le 5 juillet 2019, un Boeing 767 de luxe affrété spécialement quittait la Suisse pour Yaoundé, avec, à son bord, le président octogénaire camerounais Paul Biya et son entourage. Ils venaient de terminer un court mais mouvementé séjour à l'hôtel Intercontinental de Genève. Sa famille, les officiels camerounais et ses gardes du corps ont souvent occupé des étages entiers de ces palaces européens pendant de long mois, mais cette période semble s'achever.

En effet, le Cameroun est, depuis plusieurs années, embourbé dans plusieurs conflits et situations d'urgence humanitaire (notamment « la crise des déplacés la plus négligée au monde » en 2019¹), ainsi que dans une crise financière. Au cours du séjour de Paul Biya en Suisse, les politiciens et procureurs du pays ont rajouté d'autres problèmes au président².

Les ennuis ont commencé rapidement après son arrivée. Une poignée de gardes du corps de Biya a malmené un journaliste suisse qui couvrait une petite manifestation de la diaspora camerounaise devant l'hôtel Intercontinental. L'ambassadeur du Cameroun a été convoqué au ministère suisse des Affaires étrangères, des fonctionnaires ont été arrêtés et six ont été condamnés avec sursis. Ensuite, le 29 juin, une grande manifestation, à l'origine pacifique, organisée par « la Brigade anti-Sardinard » - une référence satirique à la tendance du parti présidentiel de distribuer du pain et des sardines pour mobiliser des partisans - s'est transformée en une intervention antiémeute alors que la

manifestation se dirigeait vers l'hôtel Intercontinental. Une autre manifestation était prévue pour le samedi suivant, mais Biya quitta précipitamment le pays la veille de l'évènement. Tout cela s'est produit alors que la Suisse accueillait des initiatives préliminaires de médiation qui incluaient des représentants de groupes armés luttant pour une Ambazonie indépendante dans les régions anglophones du Nord-Ouest et du Sud-Ouest du Cameroun (NOSO).³

Cet épisode en Suisse symbolise une détérioration de la situation pour le régime du président Biya. Autrefois perçu comme un pays relativement stable dans une région troublée, le Cameroun est aujourd'hui confronté à sa plus grande crise depuis la « Guerre cachée » des années 1950-1960⁴ et la fin officielle du fédéralisme en 1972.⁵ En fait, le Cameroun peut être décrit aujourd'hui comme connaissant « des crises multiples et en cascade ».⁶

Au pouvoir depuis 1982, le président Biya est de plus en plus scruté au niveau national et international, à cause de la très mauvaise gestion de cette cascade de crises.⁷ Celles-ci ont toutes une cause commune : des institutions politiques et une gouvernance profondément néo-patrimoniales, largement soutenues historiquement par des acteurs et institutions internationaux, occasionnant un gaspillage des ressources humaines et naturelles considérables du pays.

Les pressions nationales et internationales croissantes ont conduit tout récemment à l'appel par Paul Biya à un « grand

dialogue national » qui a eu lieu début octobre, précédé d'une série de réunions préliminaires au Cameroun et dans le monde pour inclure les voix de la diaspora.⁸ Malgré une vague d'annonces pendant et après le « grand dialogue », les chances que ce processus résolve ces différentes crises sont faibles.

Cet article s'intéresse aux crises actuelles au Cameroun dans le contexte d'une gouvernance profondément néo-patrimoniale et de crises en cascade. Il commence par un bref aperçu de la crise fondatrice de la gouvernance et du malaise économique, pour examiner ensuite plusieurs crises comme la question de Boko Haram à l'extrême-nord, la crise dite « anglophone » ou ambazonienne (ex Sud-Cameroun britannique), la crise politique et électorale de 2018, pour enfin examiner l'économie politique de survie du régime. Les coûts politiques et financiers de la survie du régime compromettent la santé et la stabilité économiques à long terme du pays, car ils exacerbent toutes les autres crises. La conclusion suggère que, malgré le processus de dialogue national et les concessions apparentes du régime Biya en faveur d'une réforme politique, la dégradation de la situation au Cameroun devrait se poursuivre, bien qu'à un rythme progressif, ce qui permet au Cameroun d'échapper dans la plupart des cas aux écrans radars internationaux.

La crise de la gouvernance

Depuis l'indépendance en 1960, le Cameroun n'a eu que deux présidents. En tenant compte des fusions de partis et des changements de nom, un parti, le Rassemblement démocratique du peuple camerounais (RDPC), domine le paysage politique depuis cette période. Depuis 1992, les élections multipartites ont été entachées d'irrégularités - parfois de manière flagrante, mais aussi par des formes plus subtiles de manipulation⁹ - ne permettant qu'une mobilisation politique limitée et empêchant la formation d'une réelle opposition. Cela ne veut pas dire que le RDPC n'a pas un noyau de partisans, mais la stratégie de gouvernement au Cameroun a toujours été basée sur un clientélisme très diffusé (diversement décrit comme du néo-patrimonialisme¹⁰ ou un « État rhizome » plus organique selon la terminologie de Bayart¹¹). Intégrant de nombreux chefs traditionnels, fonctionnaires, officiers supérieurs de district, enseignants, professeurs, magistrats, gouverneurs nommés, services de sécurité, cadres et employés d'un large éventail d'entreprises d'État, le vaste réseau de patronage relie la présidence et le parti à presque tous les villages et facettes de la société.

Outre son caractère bilingue - avec 80% de la population vivant dans des régions précédemment sous domination française et 20% dans des régions précédemment sous domination britannique - le Cameroun est l'un des pays d'Afrique ayant l'une des plus grandes diversités ethniques. Avec 250 groupes, les stratégies néo-patrimoniales de maintien du régime sont tout à fait rationnelles pour assembler à la fois un concept de nation (le terme « patrie » est généralement utilisé au Cameroun) et une coalition au pouvoir. Cela ne vaut toutefois que pour un système politique fortement centralisé autour de la présidence : le fédéralisme ou la décentralisation diviserait le pouvoir

et l'autorité, créerait des possibilités de concurrence politique régionale et améliorerait la réactivité administrative. Cela interférerait avec les pouvoirs présidentiels formels et

informels, sapant le système de favoritisme bien ancré qui a maintenu le RDPC au pouvoir depuis l'indépendance. Tout le monde ne peut pas être initié dans un tel système avec des ressources limitées. On peut prévoir dans l'avenir proche des schismes au sein du RDPC pour la succession post-Biya, les habitants du Nord affirmant qu'ils attendent patiemment depuis 1982, c'est-à-dire depuis qu'Ahidjo a transféré le pouvoir à Biya, un Sudiste représentant les intérêts Bulu-Beti-Fang.¹² Ce clivage ne tient pas compte des Bamiléké occidentaux économiquement puissants qui, depuis 1960, ont dû faire face à l'option d'une cooptation ou d'une opposition limitée.

Bien qu'un tel système puisse sembler relativement stable pendant de longues périodes, surtout avec l'appui de soutiens externes, des erreurs peuvent survenir et entraîner la mauvaise gestion des crises. Lorsque la cooptation ne fonctionne pas, la coercition s'ensuit rapidement. Pendant des décennies, les outils coercitifs de l'État - des leviers économiques aux forces de sécurité - ont géré les fièvres occasionnelles. C'était aussi la stratégie à partir de 2014, d'abord avec Boko Haram dans l'extrême-nord, puis avec les protestations en Ambazonie et la résurgence du mouvement indépendantiste dans le NOSO après octobre 2016. La gestion de deux insurrections violentes et d'une frontière peu sûre avec la République centrafricaine a rattrapé le régime. Les ressources disponibles pour investir dans la cooptation et la coercition sont limitées en raison des pièges économiques de la centralisation du pouvoir fondée sur la gouvernance néo-patrimoniale. Un rapide coup d'œil sur les chiffres de la croissance économique entre 1960 et 2015 révèle une situation peu surprenante : en dollars constants (2010), le PIB par habitant du Cameroun est effectivement stable depuis

« Bien qu'un tel système puisse sembler relativement stable pendant de longues périodes, surtout avec l'appui de soutiens externes, des erreurs peuvent survenir et entraîner une mauvaise gestion des crises. »

1960, passant de moins de 800 dollars à l'indépendance à moins de 1400 dollars en 2015. Le ratio de pauvreté multidimensionnel est à près de 37% de la population (à partir de 2014)¹³.

La crise de Boko Haram

Depuis 2011, l'insurrection de Boko Haram (et un groupe dissident plus tard appelé la Province d'Afrique de l'Ouest de l'État islamique) a principalement affecté la sécurité nationale du Nigeria dans ses trois États du Nord-Est. Mais tous les pays autour du bassin du lac Tchad ont ressenti les effets de ce mouvement islamiste au fur et à mesure de son expansion et de son déclin. Après des enlèvements en 2013, la première attaque majeure au Cameroun a eu lieu en mars 2014 (avec jusqu'à 400 « attaques et incursions » au cours des deux années suivantes¹⁴). Cette menace a entraîné un renforcement rapide des forces de sécurité camerounaises dans le Nord, y compris le déploiement de nouveaux véhicules blindés d'Afrique du Sud et de Chine.

Le Cameroun s'est joint à la Force opérationnelle multinationale interarmées contre Boko Haram pour coordonner les opérations militaires des gouvernements de la Commission du bassin du lac Tchad.¹⁵ En décembre 2014, le gouvernement a adopté une loi antiterroriste de grande envergure qui permettrait aux insurgés de Boko Haram d'être jugés par des tribunaux militaires.

En 2015, le président Obama a annoncé une augmentation de l'aide militaire au régime de Biya et a déployé des forces spéciales américaines et des drones de surveillance à l'aéroport de Garoua au nord du Cameroun.

La présence accrue des forces de sécurité camerounaises, appuyée par les services de renseignement américains, a contribué à réduire la fréquence et la gravité des attaques de Boko Haram à la fin de 2016 et en 2017. La menace n'a pas été complètement écartée, avec des attentats-suicides et des raids frontaliers occasionnels, mais elle s'est considérablement réduite.

Cependant, en 2019, la résurgence de Boko Haram, avec une capacité militaire conventionnelle renouvelée, a frappé le nord du Cameroun. En juin, une attaque majeure contre les forces de sécurité et les civils sur une île du lac Tchad a fait de nombreux morts.¹⁶ Un jour de deuil national a suivi peu après. Au cours de la première quinzaine de septembre, plus d'une vingtaine d'incidents auraient fait plus d'une vingtaine de morts, tant parmi les soldats que parmi les civils, et davantage de familles auraient été déplacées.¹⁷

La crise « anglophone »

Alors que les observateurs extérieurs peuvent se rappeler que le Cameroun était autrefois la colonie allemande nommée Kamerun, l'occupation après la Première Guerre mondiale a établi des mandats coloniaux français et britannique et donc des trajectoires linguistiques, juridiques et même de développement divergentes depuis les années 1920. Le Cameroun français est devenu indépendant le 1er janvier 1960 pendant la « Guerre cachée » contre les nationalistes radicaux de l'Union des populations du Cameroun (UPC), enracinés dans la communauté bamiléké. L'année suivante, les camerounais britanniques du Sud et du Nord organisèrent des plébiscites sur leur avenir : l'indépendance complète ne figurait pas sur le bulletin de vote. Au lieu de cela, le choix proposé portait sur le Nigeria ou le Cameroun. Les habitants du Nord ont choisi le Nigeria (le 1er juin 1961). Ceux du Sud ont choisi le Cameroun. Après des négociations constitutionnelles précipitées et bâclées, la République fédérale du Cameroun a été instaurée le 1er octobre 1961. Dans une certaine mesure, les crises Boko Haram et des régions anglophones qui affligent aujourd'hui le Cameroun ont leurs racines dans ce processus d'indépendance problématique.

Malgré un système théoriquement fédéral entre 1961 et 1972, la centralisation du pouvoir de la présidence d'A-

madou Ahidjo et les premiers pas vers un État à parti unique ont sapé le fédéralisme presque dès son lancement. Un référendum précipité sur la « réunification » en 1972 a officiellement mis fin à l'expérience.

Au cours des décennies qui se sont écoulées depuis, il y a eu de nombreuses manifestations de résistance contre la vision unitaire de la République du Cameroun. La première Conférence anglophone s'est tenue en 1993, peu après le retour des élections multipartites, appelant à une plus grande autonomie du Cameroun britannique au Sud. L'année suivante, cependant, la deuxième conférence a conduit à des demandes croissantes de séparation, sous l'impulsion du Conseil national du Sud Cameroun (CNSC) formé en 1994. Depuis lors, des membres du CNSC ont été régulièrement arrêtés et inculpés de sédition.

Fin 2016, les protestations pacifiques des avocats et des étudiants des régions anglophones en situation minoritaire se sont soldées par une répression sévère et l'arrestation de dirigeants de la société civile et de journalistes. En quelques

mois, des groupes d'autodéfense locaux, utilisant pour la plupart des armes à feu traditionnelles, ont vu le jour pour protéger les communautés locales des forces de sécurité nationales.¹⁸ Le 1er octobre 2017, un groupe anglophone majeur a déclaré l'indépendance de l'Ambazonie, en suivant les anciennes frontières du Cameroun britannique au Sud (régions du NOSO). La violence s'est intensifiée à mesure que les forces de sécurité, y compris des éléments du BIR (Bataillon d'intervention rapide) formés par les Israéliens et les Américains, ont accru leur présence. Les dirigeants ambazoniens, y compris le président par intérim du gouvernement, Sisiku Ayuk Tabe, ont été arrêtés au Nigeria en janvier 2018, rapidement extradés vers le Cameroun, et inculpés en vertu de la législation antiterroriste initialement établie pour Boko Haram. En août 2019, Ayuk Tabe et neuf autres ont été condamnés à la prison à vie par un tribunal militaire.¹⁹

Au cours des trois dernières années, plus de 500 000 personnes ont été déplacées de chez elles dans les régions du NOSO, probablement 50 000 ont fui de l'autre côté de la frontière vers le Nigeria²⁰, et entre 2 000 et 5 000 civils et combattants ambazoniens ont été tués, ainsi que peut-être 500 membres de l'armée, de la gendarmerie et des groupes de miliciens associés.²¹ Des milliers d'entre eux ont été arrêtés, dont beaucoup ont été détenus pendant de longues périodes sans procès. Des centaines de villages, d'écoles et d'hôpitaux ont été rasés, et l'enseignement et l'activité économique ont été gravement perturbés dans les régions du NOSO. La difficulté de recueillir des données exactes demeure un élément permanent de la guerre de l'information entre les militants ambazoniens et un gouvernement qui tente de minimiser à la fois l'ampleur de la crise et les actions de ses forces de sécurité et des groupes de miliciens associés.²² Tout comme les insurrections ailleurs, les groupes armés ambazoniens autonomes au niveau régional (avec des noms tels que les Dragons rouges de Lebialem, les Tigres de Manyu et les Forces de défense du Cameroun Sud) ne peuvent vaincre les forces de sécurité bien armées dans une guerre conventionnelle, mais ils connaissent leur terrain et tiennent des embuscades dans les zones rurales et urbaines. Des crimes de guerre ont été perpétrés par les deux parties dans ce conflit asymétrique, mais la frustration des forces de sécurité se répercute trop souvent sur les civils, comme l'indique le rapport du Centre Raoul Wallenberg de Montréal sur les « crimes contre l'humanité » dans ces zones.²³

La crise politique et électorale de 2018

Avec en toile de fond la fin du mandat présidentiel et l'augmentation des déplacés et de la violence dans les régions du NOSO, le pays a tenu une élection présidentielle en octobre 2018. Le taux de participation a été faible après la courte période de campagne officielle de deux semaines. La Cour constitutionnelle nommée par M. Biya a finalement confirmé la victoire de ce dernier avec plus de 71 % des voix, mais le principal candidat de l'opposition, Maurice Kamto, avait déjà déclaré victoire à partir de résultats non officiels du scrutin. Après de continuelles revendications de victoire et de protestations pacifiques, Maurice Kamto et nombre de ses lieutenants et sympathisants ont été arrêtés en janvier 2019, et accusés de sédition.²⁴ Au sein de la majorité francophone, les arrestations d'opposants politiques et de journalistes n'ont fait qu'accroître la désaffection générale envers le régime. Les élections législatives et municipales prévues pour la fin de 2019 ont encore une fois été reportées. Les protestations de plus en plus nombreuses contre les responsables camerounais et les ambassades à l'extérieur du pays (y compris au Canada) sont généralement menées par des groupes de la diaspora francophone, et non par des groupes ambazoniens. Après le dialogue national d'octobre, Maurice Kamto et une centaine d'autres membres de son parti ont finalement été libérés (après la libération de plus de 300 anglophones), mais le caractère arbitraire des arrestations et des libérations ne permet pas de croire qu'une véritable réforme politique est à venir.²⁵

L'économie politique de la survie du régime

Habituellement à l'abri des critiques internationales sur les questions intérieures en raison des liens diplomatiques, commerciaux et militaires soigneusement tissés avec la France, la Grande-Bretagne, les États-Unis, l'ONU (liés au maintien de la paix en République centrafricaine), la Chine et dernièrement la Russie, Biya a finalement commencé à être en difficulté en 2019. En février, les États-Unis ont réduit leur assistance militaire, mais n'y ont pas mis fin. Le 13 mai, le Conseil de sécurité de l'ONU a tenu une discussion informelle en « formule Arria²⁶ », sur le Cameroun. Même au Canada, un sous-comité de la Chambre des communes a tenu des audiences sur la situation des droits de la personne en juin.²⁷ La Chambre des représentants des États-Unis a présenté une résolution dont le libellé est le plus sévère à ce jour sur la crise au Cameroun. L'interlude suisse de Biya a ensuite suivi. Les parlementaires suisses et allemands ont de plus en plus protesté. Début juillet, une délégation du Congrès américain a visité le pays. Le 9 juillet, le département d'État américain a imposé des restrictions de voyage à

l'inspecteur général de la Gendarmerie nationale. Début septembre, dans un effort pour reprendre le contrôle, le président Biya a annoncé le « grand dialogue national ».

Alors que certains acteurs politiques et observateurs humanitaires ont suivi la détérioration de la situation, les institutions financières internationales ont semblé évaluer le Cameroun sous un angle différent. Dans un rapport publié en 2015, le FMI a classé le Cameroun dans un groupe de pays africains qui ont réalisé d'importantes réformes politiques et économiques et qui sont parvenus à la « résilience »²⁸. Au milieu de 2017, toutefois, alors que la sécurité se détériorait, que la dette augmentait et que les devises manquaient pour financer les importations - pressions également dues à l'échec de la tentative d'accueillir la Coupe d'Afrique des Nations 2019²⁹ - les administrateurs du FMI ont approuvé une facilité de crédit prolongée de trois ans d'une valeur de 666 millions de dollars.³⁰ Les décaissements de ces financements sont périodiques, à la suite des rapports de mission du FMI qui évaluent dans quelle mesure le gouvernement suit de près les réformes et les conditions économiques convenues d'un commun accord. Invariablement, ces rapports mettent en évidence les progrès accomplis et recommandent les décaissements. Mais ces rapports intérieurs du FMI sont de plus en plus détachés de la réalité de la situation économique désastreuse du Cameroun, comme le soulignait le dernier numéro de septembre 2019 du magazine *Business in Cameroun*.³¹ Toutefois, ces financements constituent des bouées de sauvetage pour le régime et pour les entreprises internationales, y compris les sociétés d'État canadiennes, qui continuent de négliger le bilan du régime en matière politique et de droits de la personne. Le FMI continue de renflouer le régime de sa propre mauvaise gestion économique, réduisant ainsi les pressions budgétaires qui pourraient autrement contribuer à des réformes politiques et économiques substantielles.

Conclusion : Pas de solutions sans engagement international

Pour Biya, l'époque heureuse où les acteurs internationaux laissaient le Cameroun seul et où il pouvait gérer tranquillement l'État depuis Genève est révolue. Cependant, il reste habile pour gagner du temps par le biais d'interventions politiques très médiatisées, principalement destinées à l'opinion publique internationale, comme le dialogue national, et d'un réseau de relations commerciales et géopolitiques mondiales importantes, maîtrisant les stratégies

d'extraversion³². Le régime fait appel à des agences de relations publiques occidentales à prix élevé pour gérer et façonner ses messages.³³ Il n'en demeure pas moins que l'on ne sait pas très bien comment il peut surmonter de manière substantielle la multitude de crises économiques et sécuritaires interdépendantes qui affligent actuellement ce qui a longtemps été considéré comme un océan de stabilité dans un voisinage difficile. La crise économique empêche sa stratégie habituelle de cooptation et de coercition renforcées. Le train de mesures d'urgence du FMI est une bouée de sauvetage, mais ne permet pas de transformation en profondeur.

Pourtant, tant qu'il arrive à contenir ses divers opposants nationaux et que la communauté internationale s'inquiète davantage de l'instabilité que des réformes politiques ou des droits de l'homme, Biya perdurera et des millions de personnes continueront à faire face à la violence, aux déplacements, à l'exclusion politique et à la misère économique. Et l'intransigeance du régime a peut-être même rayé le fédéralisme de la liste des solutions viables, les récents sondages ayant considéré la sécession (ou « restauration de l'indépendance ») comme la seule option pour 40 à 69 % des anglophones interrogés³⁴. La dernière tentative de dialogue national - malheureusement une forme de grand monologue - pour offrir un « statut spécial » à la NOSO et permettre l'élections des gouverneurs³⁵ est probablement trop tardive et perçue comme insincère : comment le statut spécial peut-il s'inscrire dans un ordre constitutionnel secondaire aux impératifs néo-patrimoniaux ?

Cependant, à mesure que la vérité s'échappe du Cameroun, des questions seront posées à des acteurs externes, dont le gouvernement canadien³⁶, sur les raisons pour lesquelles ils ont ignoré pendant si longtemps les violations des droits humains et l'oppression politique violente. Certains des propos extrémistes tenus par les responsables et les partisans du régime reflètent ceux du Rwanda pré-génocidaire.³⁷ Pire encore, cependant, il est prouvé que divers pays et organisations internationales (y compris le FMI et la Banque mondiale) ont continué de soutenir ce régime par des prêts et des exportations militaires malgré le refus de celui-ci de reconnaître la nature politique des crises, l'ampleur des souffrances ou les violations des droits humains par ses forces de sécurité.

Chris W. J. Roberts est chargé de cours au département de science politique de l'Université de Calgary, où il se spécialise en politique africaine comparée, sécurité, développement et politique étrangère canadienne.

¹ Conseil norvégien pour les réfugiés, 2019. Les crises de déplacement les plus négligées au monde. 5 juin. URL : <https://www.nrc.no/globalassets/pdf/reports/nrcs-list-of-the-worlds-most-neglected-displacement-crises/nrcs-list-of-the-worlds-most-neglected-displacement-crises.pdf>

² Paula Dupraz-Dobias, 2019. Cameroon's president Biya has become a hotbed of conflict. Quartz Africa. 4 July. URL : <https://qz.com/africa/1658958/cameroon-paul-biya-geneva-getaway-marred-by-growing-protests/>. Un parlementaire suisse, Sylvain Thevoz, a lancé une pétition en ligne pour demander à Biya de quitter la Suisse, voir « Parliamentarians sign petition to oust Biya from Switzerland », 2019. JournalduCameroun.com. 3 juillet. URL : <https://www.journalducameroun.com/en/cameroon-parliamentarians-sign-petition-to-oust-biya-from-switzerland>

³ Frédéric Burnand, 2019. Comment Genève a cristallisé la crise camerounaise. 5 juillet. URL : <https://www.swissinfo.ch/fre/etat-h%C3%B4tecomment-gen%C3%A8ve-a-cristallis%C3%A9-la-crise-camerounaise/45078060>. Voir aussi Nina Larson, 2019. « L'initiative suisse espère atténuer la crise camerounaise », AFP. 4 octobre. URL : <https://news.yahoo.com/swiss-initiative-hopes-ease-cameroon-crisis-050619599.html>

⁴ Voir Thomas Deltombe, Manuel Domergue et Jacob Tatsitsa, 2011. Kamerun ! Une guerre cachée aux origines de la Françafrique, 1948-1971. Paris, Éditions La Découverte. Voir aussi Meredith Terrata, 2012. Nation of outlaws, state of violence: nationalism, Grassfields tradition, and state building in Cameroon. Athens, Ohio, Ohio University Press.

⁵ Frank M. Stark, 1976. Federalism in Cameroon: The Shadow and the Reality. Canadian Journal of African Studies / Revue Canadienne des Études Africaines 10 (2) : 423-442.

⁶ Jeffrey Smith, 2019. The U.S. Should Bid Biya Goodbye. 10 July. Foreign Policy. URL : <https://foreignpolicy.com/2019/07/10/the-u-s-should-bid-biya-goodbye-cameroon-security-foreign-policy-yaounde/>

⁷ Voir, par exemple, la déclaration du Gouvernement camerounais du 28 mai 2019 sur la situation socio-politique prévalant au Cameroun, adressée à la communauté internationale. URL : https://www.diplocam.cm/images/Government_Statement_28052019.pdf.

⁸ Le Monde, 2019. Crise séparatiste au Cameroun : Paul Biya « convoque » un « grand dialogue national ». 11 septembre. URL : https://www.lemonde.fr/afrique/article/2019/09/11/crise-separatiste-au-cameroun-paul-biya-convoque-un-grand-dialogue-national_5509043_3212.html.

⁹ Erikca A. Albaugh, 2011. An autocrat's toolkit: adaptation and manipulation in 'democratic' Cameroon. Democratization 18 (2) : 388-414.

¹⁰ Sur le néopatrimonialisme, voir Jürg Martin Gabriel, 1999. Cameroon's Neopatrimonial dilemma, Journal of Contem-

porary African Studies 17 (2) : 173-196. Voir aussi Daniel C. Bach et Mamoudou Gazibo, eds., 2010. Neopatrimonialism in Africa and Beyond. London: Routledge.

¹¹ J.-F. Bayart, 1989, L'État en Afrique: La Politique du Ventre. Paris, Fayard.

¹² Yuhniwo Ngege, 2019. Cameroon's three deepening divides all have one thing in common, African Arguments. 13 August. URL : <https://africanarguments.org/2019/08/13/cameroon-crisis-three-deepening-divides/>.

¹³ Données de la Banque mondiale, Portail de la pauvreté et de l'égalité. URL : <http://povertydata.worldbank.org/poverty/country/CMR>. La mesure de la pauvreté multidimensionnelle fournit une mesure plus complète de la pauvreté relative que le simple examen du revenu monétaire moyen par jour.

¹⁴ Hans De Marie Heungoup, 2016. Q&A: Boko Haram in Cameroon, International Crisis Group. 6 April. URL : <https://www.crisisgroup.org/africa/central-africa/cameroon/q-boko-haram-cameroon>

¹⁵ Africa Defense Forum, 2018. MJTF shows strength and limits of collective security. DefenceWeb. 29 June. URL : <https://www.defenceweb.co.za/joint/diplomacy-a-peace/mjtf-shows-strengths-and-limits-of-collective-security/>

¹⁶ Peter Kum, 2019. Cameroun/Massacre de militaires par Boko Haram : deuil national, vendredi prochain, Anadolu Agency. 18 juin. URL : <https://www.aa.com.tr/fr/afrique/cameroun-massacre-de-militaires-par-boko-haram-deuil-national-vendredi-prochain-/1507256>

¹⁷ Moki Edwin Kindzeka, 2019. Cameroon Troops Killed in Fighting. Voice of America. 16 September. URL : <https://www.voanews.com/africa/cameroon-troops-killed-boko-haram-fighting>

¹⁸ Gareth Browne, 2019. Cameroon's Separatist Movement is Going International. Foreign Policy. 13 May. URL : <https://foreignpolicy.com/2019/05/13/cameroons-separatist-movement-is-going-international-ambazonia-military-forces-amf-anglophone-crisis>

¹⁹ France24, 2019. Au Cameroun, un leader des séparatistes anglophones condamné à la perpétuité. 20 août. URL : <https://www.france24.com/fr/20190820-cameroun-justice-leader-separatiste-anglophone-prison-perpetuite-secession>

²⁰ Voir Conseil norvégien pour les réfugiés, 2019. Opérations du CNRC au Cameroun. Mai. URL : https://www.nrc.no/globalassets/pdf/fact-sheets/2019/q2/factsheet_cameroon_may2019.pdf. Le nombre réel de réfugiés camerounais au Nigéria est inconnu, mais probablement bien supérieur aux chiffres officiels.

²¹ D'après les moyennes de divers rapports. On ne dispose pas de chiffres précis sur les victimes civiles, les combattants ambazoniens et les forces de sécurité gouvernementales. Les sources ambazoniennes admettent rarement quand des combattants sont tués, ne déclarant que des victimes civiles des forces de sécurité. À la mi-2018, environ 120 militaires et membres de la gendarmerie avaient été tués dans le NOSO, mais l'intensité des opérations a augmenté depuis lors et certains des combattants ambazoniens sont maintenant mieux équipés qu'auparavant. Le gouvernement est incité à sous-estimer le nombre de victimes civiles et des forces de sécurité ; les Ambazoniens sont incités à exagérer les mêmes chiffres.

²² Par exemple, voir le rapport de la BBC (y compris le documentaire BBC Africa Eye), *Cameroon Burning: Images you're not meant to see*. Juin 2018. URL : <https://www.bbc.com/news/world-africa-44561929>

²³ Raoul Wallenberg Centre for Human Rights and Cameroon-based Centre for Human Rights and Democracy in Africa, 2019. *Cameroon's Unfolding Catastrophe: Evidence of Human Rights Violations and Crimes Against Humanity*. June. URL : <https://www.raoulwallenbergcentre.org/newsfeed/2019/6/4/release-of-landmark-report-on-unfolding-catastrophe-in-cameroon>

²⁴ Le Monde, 2019. *Au Cameroun, huit chefs d'accusation contre l'opposant Maurice Kamto*. 31 janvier. URL : https://www.lemonde.fr/afrique/article/2019/01/31/au-cameroun-huit-chefs-d-accusation-contre-l-opposant-maurice-kamto_5417166_3212.html

²⁵ Geoffrey York, 2019. *Cameroon releases opposition leaders from prison after peace dialogue*. The Globe and Mail. 6 October. URL : <https://www.theglobeandmail.com/world/article-cameroon-releases-opposition-leaders-from-prison-after-peace-dialogue/>

²⁶ La « formule Arria » permet aux membres du Conseil de sécurité d'entendre, lors de rencontres informelles en dehors de sa salle, des personnes dont l'expertise paraît susceptible d'éclairer le Conseil dans les affaires qui l'occupent. Source : <https://onu.delegfrance.org/Glossaire-onusien-a-l-usage-des-neophytes>.

²⁷ Canada, House of Commons Subcommittee on International Human Rights of the Standing Committee on Foreign Affairs and International Development, 2019. *News Release: Subcommittee on International Human Rights Holds Hearings on the Human Rights Situation in Cameroon*. 4 July. URL : <https://www.ourcommons.ca/DocumentViewer/en/42-1/SDIR/news-release/10592031>.

²⁸ IMF, African Department, 2015. *Building Resilience in Sub-Saharan Africa's Fragile States*. URL : <https://www.imf.org/external/pubs/ft/dp/2015/afr1505.pdf>.

²⁹ Moki Kendzika, 2019. *Conflicts and corruption in Camer-*

oon drain the economy. Deutsche Welle. 23 January. URL : <https://www.dw.com/en/conflicts-and-corruption-in-cameroon-drain-the-economy/a-47202553>

³⁰ IMF, 2017. *IMF Executive Board Approves US\$666.2 Million Arrangement Under the Extended Credit Facility for Cameroon*. 26 June. URL : <https://www.imf.org/en/News/Articles/2017/06/26/pr17248-imf-executive-board-approves-arrangement-under-the-extended-credit-facility-for-cameroon>.

³¹ *Business in Cameroon, 2019. The outstanding cost of the Anglophone Crisis*. September (79). URL : <https://www.businessincameroon.com/pdf/BC79.pdf>.

³² Jean-François, Bayart, 2000. *Africa in the World: A History of Extraversion*. *African Affairs* 99: 217–267; Cédric, Jourde, 2007. *The International Relations of Small Neauthoritarian States: Islamism, Warlordism, and the Framing of Stability*. *International Studies Quarterly* 51: 481–503.

³³ Robbie Gramer and Jefcoate O'Donnell, 2019. *African Governments Rush to Hire Trump-Linked Lobbyists*. *Foreign Policy*. 6 August. URL : <https://foreignpolicy.com/2019/08/06/cameroon-biya-fara-african-governments-rush-to-hire-trump-linked-lobbyists/>

³⁴ Voir Claire Hazbun and Ken Opalo, 2019. *Cameroon Must Make Concessions to End the Anglophone Crisis*. *Foreign Policy*. 27 September. URL : <https://foreignpolicy.com/2019/09/27/cameroon-must-make-concessions-to-end-the-anglophone-crisis-paul-biya/>. Voir aussi Crux Staff, 2019. *Cameroon's cardinal: Anglophone independence must be on agenda*. *Crux: Taking the Catholic Pulse*. 25 September. URL : <https://cruxnow.com/church-in-africa/2019/09/25/camerouns-cardinal-anglophone-independence-must-be-on-agenda/>.

³⁵ Ngala Killian Chimtom, 2019. *Cameroon's conflict: Will the National Dialogue make any difference?* *BBC News*. 5 October. URL : <https://www.bbc.com/news/world-africa-49931662>

³⁶ Chris W. J. Roberts, 2018. *Amabazonia: Justin Trudeau's Biafra?* *Canadian Global Affairs Institute / Institut canadien des affaires mondiales*. September. URL : https://www.cgai.ca/ambazonia_justin_trudeaus_biafra

³⁷ Voir, par exemple, *Cameroon News Agency, 2017. Over 40 Bitter Anglophone Journalists Petition NCC Over Hate Speech Of Vision 4 Journalist On Anglophones*. 2 October. URL : <http://cameroonnewsagency.com/40-bitter-anglophone-journalists-petition-ncc-hate-speech-vision-4-journalist-anglophones>. Voir aussi AFP, 2019. *Cameroon apologizes after official says 'arrogant' Jews brought on Holocaust*. *Times of Israel*. 5 February. URL : <https://www.timesofisrael.com/cameroon-apologizes-after-official-says-arrogant-jews-brought-on-holocaust/>.



La ville de Garoua, capitale de la région du nord du Cameroun, proche de la frontière Cameroun - Tchad.
Photo : Flickr / [Guillaume Colin & Pauline Penot](#)

Nouvelles et annonces

- L'Organisation internationale de la Francophonie (OIF) a renouvelé son appui au Centre FrancoPaix en résolution des conflits et missions de paix de la Chaire Raoul-Dandurand pour l'année universitaire 2019-2020. L'OIF poursuit ainsi son soutien à la recherche, à la réflexion et à l'analyse, en français, en matière de paix et de sécurité.
- La Chaire Raoul-Dandurand est très fière de vous proposer « [Le Balado de la Chaire](#) ». Le premier épisode « Les conflits à l'ère des changements climatiques » est maintenant disponible en ligne. Le 1er octobre, Diego Osorio et Bruno Charbonneau discutaient de l'impact du climat sur les conflits et de la résilience nécessaire pour s'adapter, lors d'une midi-conférence proposée par le Centre FrancoPaix de la Chaire Raoul-Dandurand. Vous pouvez écouter cet épisode sur votre plateforme préférée : [iTunes](#), [Spotify](#) ou [Google Podcast](#).
- Yvan Conoir a été nommé directeur des programmes pour le [Bureau international des droits des enfants](#).
- Jonathan Sears a été promu au rang de professeur agrégé, études en développement international, au Collège Menno Simons, à l'Université canadienne mennonite de l'Université de Winnipeg.
- Bruno Charbonneau a publié « [It is Not About Peace: UN Peacekeeping and Perpetual War](#) » dans le forum organisé par la revue *International Peacekeeping* sur le thème « *Peacekeeping and Multipolar Global Order* ».
- Niagalé Bagayoko a présenté « Contribuer au développement du Mali via la réforme du système de sécurité » au colloque « [Sécurité et développement au Sahel. Du concept à la réalité](#) », organisé par l'Institut Thémis à l'UNESCO, Paris, France, le 1er Octobre. Elle a participé à la conférence « L'infrastructure sécuritaire en Afrique » lors de la 19ème édition du Forum économique rhodanien (FER), « Numérique et mutations sociétales en Afrique francophone », à Marseille, France, le 4 octobre 2019. Elle a aussi animé l'atelier « [Lancement de l'Index sur la gouvernance de la sécurité au Niger](#) » avec l'équipe de l'ASSN, à Niamey, du 7 au 10 octobre 2019. Enfin, elle est intervenue lors du [Forum international pour le continent africain](#) (FICA) de l'Institut des hautes études pour la Défense nationale (IHEDN), à Dakar le 10 octobre 2019 et a été interviewée par « [L'Évènement Niger](#) » et par [Business Day Nigeria](#) le 13 octobre 2019.
- Elisa Lopez Lucia a participé aux conférences « *International military interventions in the Sahel* » au *Danish Institute for International Studies*, à Copenhague, Danemark, du 21 au 22 octobre 2019, et « *Mobilizing Multinational Military Operations in Africa: Quick Fixes or Sustainable Solutions ?* » à Chatham House, Londres, Royaume-Uni, le 25 octobre 2019.
- Adib Bencherif est intervenu dans la revue en ligne [Deutsche Welle](#) sur la question la pérennité de l'accord d'Alger de 2015 concernant le conflit malien, le lundi 30 septembre 2019.

Le Centre FrancoPaix en résolution des conflits et missions de paix a pour mission de valoriser la recherche scientifique, la formation universitaire et le développement des études dans le domaine de la résolution des conflits et des missions de paix dans la francophonie.

**Chaire Raoul-Dandurand | UQAM
C.P. 8888, Succ. Centre-Ville
Montréal (Québec) Canada H3C 3P8
Tel. (514) 987-6781 | chaire.strat@uqam.ca
dandurand.uqam.ca**

